

S'unir pour la Paix en Syrie : un appel de la société civile mondiale aux États membres des Nations Unies

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a failli à ses devoirs envers la population syrienne. En près de six années de conflit, près d'un demi-million de personnes ont été tuées et 11 millions de personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers. Tout récemment, les gouvernements syrien et russe et leurs alliés ont mené des attaques illégales à l'est d'Alep, sans égard aux quelques 250 000 civils qui y sont piégés. Les groupes armés de l'opposition continuent de tirer des obus de mortier et autres projectiles sur les quartiers habités par les civils d'Alep-Ouest bien que, selon le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme : « les frappes aériennes indiscriminées sur la partie est de la ville par les forces gouvernementales et leurs alliés sont responsables de la très grande majorité des victimes civiles. » Les efforts visant à mettre fin à ces atrocités et à l'impunité de ceux qui en sont responsables ont été bloqués à maintes reprises par la Russie, qui continue d'abuser de son droit de veto au Conseil de sécurité.

L'envoyé spécial de l'ONU en Syrie, Staffan de Mistura, a mis en garde l'ONU de ne pas permettre « un autre Srebrenica, un autre Rwanda, qui se dessine malheureusement devant nous, à moins que quelque chose ne soit fait. » Pourtant, il n'y a aucun signe que l'impasse du Conseil de sécurité prendra fin de sitôt. Le gardien de la paix et de la sécurité internationale a failli au mandat que lui confère la Charte des Nations Unies et n'a pas été à la hauteur de sa responsabilité de protéger le peuple syrien.

C'est pour cela que nous, une coalition mondiale de 223 organisations de la société civile, appelons instamment les États membres de l'ONU à intervenir et à demander la tenue d'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU pour exiger la fin de toutes les attaques illégales à Alep et ailleurs en Syrie, et l'accès humanitaire immédiat et sans entrave afin que l'aide vitale puisse rejoindre tous ceux qui en ont besoin. Les États membres devraient également examiner par quels moyens traduire en justice les auteurs de crimes graves au regard du droit international, quel que soit leur camp.

Nous saluons le leadership du Canada qui a demandé l'intervention de l'Assemblée générale de l'ONU et nous demandons instamment à tous les États membres de se joindre à ces 73 pays de toutes les régions du monde en appuyant leur initiative. Ces pays devraient organiser une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale à la première occasion, comme les États membres de l'ONU l'ont fait dans le passé lorsque le Conseil de sécurité était dans une impasse.

Nous invitons en particulier les 112 pays qui ont appuyé le Code de conduite Responsabilité, Cohérence, Transparence (ACT), qui comprend un engagement à soutenir « une action opportune et résolue » visant à prévenir ou à mettre fin à la commission de génocides, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre, à se joindre à cet effort et à promouvoir activement une intervention significative de l'Assemblée générale de l'ONU.

L'inaction ne doit pas être envisagée. Les États membres de l'ONU devraient utiliser tous les outils diplomatiques dont ils disposent pour mettre fin aux atrocités et protéger les millions de civils en Syrie. L'histoire jugera sévèrement ceux qui manquent à leur devoir d'intervention.